



*Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate*

## **18000 dossiers d'immigration éliminés : le gouvernement doit reculer**

**Québec, le 14 février 2019-** Des groupes communautaires de la région de Québec ajoutent leur voix au tollé provoqué par la décision du gouvernement d'éliminer 18 000 dossiers d'immigration non traités. Le Centre des femmes de la Basse-Ville, la Ligue des droits et libertés – section de Québec et le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches dénoncent les conséquences cruelles de cette décision qui révèle l'improvisation, le manque d'empathie et de respect du ministre Jolin-Barette.

### **Des droits bafoués**

La Ligue des droits et libertés – section de Québec met en garde le gouvernement contre les atteintes aux droits et libertés qu'engendrent ces mesures. « Il s'agit d'une atteinte évidente aux droits des personnes touchées par cette mesure injuste et improvisée. Les délais supplémentaires pourraient placer les personnes dans une situation intenable où elles risqueraient une expulsion alors qu'elles sont déjà établies » affirme Maxim Fortin de la Ligue des droits et liberté – section de Québec.

Le Comité de femmes immigrantes du Centre des femmes de la Basse-Ville, à même de constater l'onde de choc qu'a provoqué cette nouvelle, abonde dans le même sens : « Nous sommes vraiment inquiètes face aux politiques en matière d'immigration de la CAQ, à tout son discours anti-immigration qui légitime une attitude raciste dans la société québécoise et aux impacts des politiques sexistes existantes sur les femmes immigrantes. Nous dénonçons vivement la décision du ministre Jolin-Barette d'éliminer 18 000 dossiers en attente d'être traités. Cela constitue une atteinte à l'intégrité des personnes et des familles qui attendent une réponse depuis des années. Des milliers de vies en suspens et des personnes qui ont travaillé très fort pour s'intégrer dans la société québécoise ne sont pas prises en considération par cette mesure que nous considérons inhumaine. Des femmes que nous côtoyons ont reçu un véritable choc en lisant la nouvelle. Cette annonce ne fait que confirmer nos craintes face aux déclarations racistes et sexistes du gouvernement Legault, qui prétend que l'égalité des sexes est déjà acquise dans la société québécoise et que l'immigration mettrait en péril cette supposée égalité », a dénoncé Lorena Suelves du Comité des femmes immigrantes du Centre des femmes de la Basse-Ville.

### **Un réinvestissement au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion**

Nous demandons à ce que le ministre engage davantage de personnel et traite rapidement ces dossiers. « Le premier ministre doit rappeler son ministre à l'ordre et annuler immédiatement cette décision inhumaine et cruelle. Ces quelque 45 000 personnes en attente ne doivent pas faire les frais des mesures d'austérité des dernières années. La solution passe plutôt par un réinvestissement au ministère de l'Immigration, de la

Diversité et de l'Inclusion afin de pouvoir traiter rapidement et avec respect ces demandes », a déclaré Vania Wright-Larin, du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches.

Les groupes étudieront dans les prochains jours leurs options afin de faire pression sur le gouvernement Legault pour qu'il annule cette décision.

-30-

Pour information : 418-523-4158, [repac@repac.org](mailto:repac@repac.org)